



# Rapport d'activité des services de l'État dans la Loire 2020

# I ASSURER LA CONTINUITÉ DU SERVICE PUBLIC

P.04

## 1. PROTÉGER LA POPULATION

- 1.1 Garantir la sécurité de tous
- 1.2 Prévenir les risques

## 2. RENFORCER LA COHÉSION SOCIALE

- 2.1 Assurer un toit pour tous
- 2.2 Lutter contre la pauvreté
- 2.3 Assurer la cohésion urbaine et sociale dans les quartiers défavorisés

## 3. ASSURER LA VIE DÉMOCRATIQUE ET L'ÉGALITÉ DES DROITS

- 3.1 Organiser l'expression démocratique
- 3.2 Garantir l'égalité des droits

# II UNIS FACE À LA CRISE SANITAIRE

P.14

## 1. GÉRER LA CRISE SANITAIRE

- 1.1 Suivre l'épidémie au quotidien
- 1.2 Assurer les approvisionnements en biens sanitaires
- 1.3 Contrôler les mesures sanitaires

## 2. PRÉSERVER LE TISSU ÉCONOMIQUE

- 2.1 Soutenir les acteurs économiques
- 2.2 Maintenir l'emploi

## 3. SOUTENIR LES PERSONNES

- 3.1 Dépister et soigner
- 3.2 Aider les personnes
- 3.3 Maintenir le lien social

# III PRÉPARER L'AVENIR

P.22

## 1. FAIRE GRANDIR LES NOUVELLES GÉNÉRATIONS

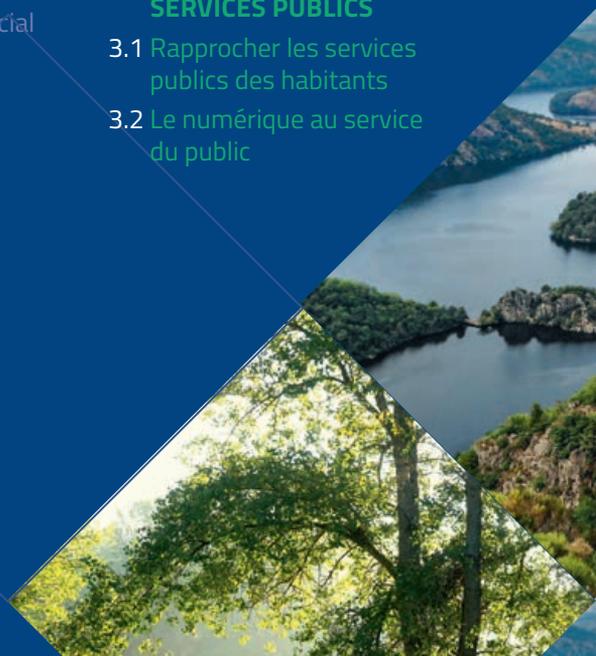
- 1.1 Transmettre une culture commune
- 1.2 Former pour la vie professionnelle
- 1.3 Promouvoir l'engagement civique

## 2. TRANSFORMER LES TERRITOIRES

- 2.1 Assurer la cohésion et la cohérence des territoires
- 2.2 Accompagner la transition écologique des territoires
- 2.3 Relancer notre industrie

## 3. MODERNISER LES SERVICES PUBLICS

- 3.1 Rapprocher les services publics des habitants
- 3.2 Le numérique au service du public



## ÉDITORIAL

L'année 2020 aura été pour les services de l'État, à l'égal du reste de la société, une année exceptionnelle. La crise sanitaire a nécessité, sous la menace de l'épidémie, de transformer profondément et brutalement l'ensemble de nos organisations et de notre mode de vie. Face à la double exigence de nous réorganiser dans des conditions de sécurité sanitaire suffisantes tout en menant l'action publique de manière plus rapide et plus forte, les services de l'État ont lutté de front grâce au dévouement continu de leurs agents. En rendant compte de l'activité intense qui a été la leur à travers les résultats qu'ils ont obtenus au profit des Ligériens, ce rapport leur rend aussi hommage.

Cette activité s'est d'abord traduite par la poursuite des politiques publiques engagées : la protection de la population, qui est au cœur des missions de l'État, le contrôle du respect de la loi ou encore la lutte contre la pauvreté et les inégalités. Loin de mettre à l'arrêt l'action de l'État, les impacts de la crise sanitaire ont exigé dans de nombreux cas, tels que pour la lutte contre les violences intrafamiliales ou pour l'hébergement, de redoubler d'efforts, avec des résultats tangibles pour l'ensemble de nos concitoyens.



Alors que la Loire a souvent été le lieu d'une circulation intense de l'épidémie, l'activité des services a aussi été particulièrement mobilisée par la gestion de crise. Évaluer les taux d'incidence pour que les mesures soient toujours proportionnées, garantir des approvisionnements en matériel sanitaire, aider le tissu économique ou prendre en charge les malades et les familles, ces missions ont nécessité un engagement quotidien qui s'est montré à la hauteur des enjeux.

Année charnière, l'activité des services de l'État en 2020 aura enfin été dédiée à préparer le rebond. Depuis septembre 2020, la mise en œuvre de France Relance nous permet d'accélérer les transformations écologiques, sociales et industrielles qui renforceront notre résilience et permettront, demain, aux Ligériens de vivre mieux.

Cette action qui a été celle de l'État en 2020 n'aurait pas été possible sans la coordination étroite qui lie les collectivités, le tissu économique et le monde associatif. Je salue ce dialogue à la fois constant et toujours constructif. C'est aussi ce partenariat fort, dont ce rapport se fait l'écho, qui nous permettra de relever en commun les défis qui ne manqueront pas, demain, de se montrer à nous.

Catherine **SÉGUIN**  
PRÉFÈTE DE LA LOIRE



# ASSURER LA CONTINUITÉ DU SERVICE PUBLIC

En 2020 les services de l'Etat ont été fortement mobilisés par la gestion de la crise sanitaire. Ils ont aussi assumé leurs missions essentielles du fait de l'impact de la crise. La protection de la population d'abord, en garantissant la sécurité et l'ordre public, en prévenant les risques ou en portant secours aux victimes. Le soutien aux plus fragiles ensuite, grâce à un investissement sans précédent dans la lutte contre le sans-abrisme et la pauvreté. La lutte pour l'égalité des droits enfin, constitutive du pacte républicain, pour que nul n'ait à subir comme fardeau ses opinions, son origine, son sexe ou son handicap.

L'année 2020 a rappelé avec une particulière acuité l'importance et le caractère central de ces missions. Qu'il s'agisse de combattre les violences intrafamiliales, en augmentation, d'assurer le secours aux personnes et la protection des biens, ou encore d'assurer un toit pour chacun et de faciliter l'accès au logement. La crise aura exigé des efforts redoublés dans tous les champs traditionnels de l'action de l'État.

# 1. PROTÉGER LA POPULATION

Face à la multiplication des risques et à l'accroissement de la violence, la première responsabilité de l'État est d'être un rempart solide pour nos concitoyens.

Chargés d'assurer la tranquillité publique, de secourir les victimes ou de prévenir les risques de toute nature, les forces de sécurité, les pompiers ou les services d'inspection sont

quotidiennement présents sur l'ensemble du territoire départemental pour contrôler, faire preuve de pédagogie et, lorsque le droit est violé, verbaliser ou saisir la justice. Grâce à de nouveaux moyens d'action légaux et matériels, l'ensemble de ces missions a continué, en 2020, à gagner en efficacité pour toujours mieux sécuriser toutes les dimensions de la vie des Ligériens.

## 1.1 Garantir la sécurité de tous

Tandis que la surveillance de la menace terroriste se traduit toujours par un haut niveau de vigilance, l'action des forces de sécurité a été marquée en 2020 par le regain de la lutte contre les stupéfiants, les violences sexuelles et intrafamiliales. Que ce soit dans l'espace public, les halls d'immeubles, les voies routières ou les transports en commun, les forces de sécurité sont mobilisées pour assurer la sécurité du quotidien sur tout le territoire en partenariat avec les collectivités, les associations, les bailleurs ou l'Éducation Nationale.



### Surveiller la menace terroriste et lutter contre la radicalisation



**20 à 30**

militaires de l'opération Sentinelle sont déployés dans le département

**122**  
individus

suivis dans le cadre des dispositifs de lutte contre la radicalisation

**95**  
familles

présentant de premiers signes de radicalisation suivies par la Cellule de prévention et d'accompagnement des familles (CPRAF)

**2**  
sessions

de formation sur le thème de la laïcité et la lutte contre la radicalisation.



### Lutter contre les stupéfiants

**1719**

procédures relatives à des stupéfiants (consommation, revente...)

dont  
**111**

procédures pour trafic (+26 %)

**68** kgs

de cannabis

**2,1** kgs

d'héroïne

**37,8** kgs

de cocaïne

**600 000** €

saisis

## De nouveaux outils au service de la sécurité des personnes et des biens

Dans le cadre du plan national de lutte contre les stupéfiants, la Loire peut désormais s'appuyer sur :

- la Cellule du Renseignement Opérationnel sur les Stupéfiants (CROSS) associant la justice et les forces de sécurité pour mieux cartographier et agir contre les points de deal.
- l'amende forfaitaire délictuelle qui permet de verbaliser sur le terrain l'usage illicite de stupéfiants. 214 ont été dressées en 2020.



### Prévenir la délinquance

#### 14 Conseils

locaux ou intercommunaux de sécurité et de prévention de la délinquance

#### 27 Groupements

de protection opérationnels

#### 2 délégués

à la cohésion police-population recevant les particuliers pour régler des conflits infra-pénaux : 500 dossiers traités en 2020.

#### Création du pôle éloignement

pour lutter contre l'immigration irrégulière, les dérives radicales des étrangers et le risque de troubles à l'ordre public

#### 338

lignes de bus accompagnées (+ 238%) + 170 % de personnes contrôlées - 22 % d'atteintes volontaires à l'intégrité physique



### 785 700 €

pour le Fonds interministériel de prévention de la délinquance et de la radicalisation (+ 12 %) pour mener toutes les politiques de sécurité :

### 496 411 €

contre la délinquance, les violences faites aux femmes et pour l'aide aux victimes

### 122 055 €

pour prévenir la radicalisation

### 167 234 €

pour sécuriser les lieux de vie (vidéoprotection, sécurisation des écoles, équipement des polices municipales)



## Une accidentalité routière qui poursuit sa décroissance



Depuis  
**6 ans**

le département de la Loire observe une baisse constante des accidents mortels.



**34%**

Diminution de la mortalité depuis 10 ans



**6 159\***

contrôles routiers



**14 894\***

contraventions



**3 147\***

délits routiers.



**56 000 €**

\* (Données zone police)

consacrés à des actions de prévention sur différentes priorités : risque routier professionnel, sensibilisation des jeunes aux risques routiers, les piétons et le partage de la route etc.



## Secourir les victimes

**45 061**

opérations de secours réalisées par le Sdis en 2020

soit plus de

**123**

interventions par jour

dont près de

**80 %**

pour les secours d'urgence aux personnes



**61 272**

sorties d'engins

(parfois plusieurs engins pour une même intervention) soit 167 sorties par jour en moyenne



**36 596**

victimes secourues

en 2020 par les sapeurs-pompiers dans la Loire soit plus de 100 par jour



**290 255**

appels reçus

aux numéros d'urgence «18» et «112», ainsi que 152 038 appels au 17 (9,37 %)

## Incendie du 4 septembre 2020 dans le Pilat

- Le 4 septembre 2020 en fin d'après-midi, un incendie s'est déclaré dans le massif du Pilat, dans le secteur de la Valla-en-Gier. Au total, près de 200 sapeurs-pompiers, deux canadiens et 60 engins ont été mobilisés durant plusieurs jours afin de lutter contre ce feu de forêt. L'action des sapeurs-pompiers a permis de sauver un massif préservé par l'Office National des Forêts.

## 1.2. Prévenir les risques

Face aux risques naturels, miniers, technologiques et industriels ou encore sanitaires, les services de l'État sont mobilisés pour définir des plans de gestion, inspecter et encadrer les activités, élaborer des scénarii de crise et organiser les exercices qui permettent le moment venu d'agir avec efficacité.



### Devancer les risques



**4 588 250 €**

de subvention au titre du Fonds de prévention des risques naturels et miniers pour accompagner la mise en œuvre des Programmes d'Actions de Prévention des Inondations (PAPI)

**709 000 €**

de travaux engagés sur le barrage du Gouffre d'enfer et les digues de Roanne

### Inspecter

**879**  
contrôles

de la sécurité incendie et de l'accessibilité d'établissements recevant du public (+3 %)

**1124**  
prélèvements  
d'alimentaires réalisés

**870**  
inspections  
d'établissements  
agro-alimentaires, de  
restauration collective  
ou commerciale

**1555**  
produits  
contrôlés

**32 alertes**  
alimentaires traitées

**320 inspections**  
d'installations classées pour la protection de l'environnement (+ 36 %)

**53 contrôles**  
de structures accueillant des mineurs et 34 établissements sportifs

### Encadrer

**12 arrêtés**  
préfectoraux d'autorisation d'exploiter d'installations classées pour la protection de l'environnement

**6 arrêtés**  
de fermeture d'établissement pour défaut majeur d'hygiène

**5 arrêtés**  
« sécheresse »  
pour préserver  
la ressource en eau

**63 dossiers**  
examinés en Conseil départemental de l'environnement et des risques sanitaires et technologiques

Le lancement du centre commercial Steel a représenté pour le bureau de la prévention du Sdis :

- 1 permis de construire
- 2 permis modificatifs
- 63 études d'aménagement de cellules
- 70 rapports d'études

## Corinne Desiderio, Unité interdépartementale de la DREAL

Durant la crise, l'inspection a proposé la suspension des activités d'une entreprise stéphanoise, qui ne disposait d'aucun dispositif de sécurité. L'exploitant a rapidement pris les dispositions indispensables, et le site a pu redémarrer dans des conditions de sécurité nettement

améliorées. Depuis, il a progressé dans tous les domaines, y compris économique. Il est, selon l'expression de son dirigeant, « monté en première division ». Les salariés ont manifesté leur satisfaction de travailler dans une entreprise désormais moderne, propre et bien organisée.

## 2. RENFORCER LA COHÉSION SOCIALE

Les dispositifs mis en œuvre par l'État pour lutter contre la pauvreté et le sans-abrisme, ainsi que pour assurer l'égalité des droits, ont constitué des leviers d'action précieux durant cette période exceptionnelle de crise sanitaire. S'appuyant sur une relation partenariale forte avec les collectivités locales et le secteur associatif, l'État finance l'hébergement et le relogement des plus vulnérables, programme des actions de lutte contre la pauvreté à tous les âges et porte quotidiennement dans son action la promesse républicaine de l'égalité des droits.

### 2.1 Assurer un toit pour tous

En 2020, l'extension de la trêve hivernale à l'ensemble de l'année a rendu nécessaire un effort d'hébergement sans précédent, qui a mobilisé l'ensemble des services de l'État et les collectivités locales. À plus long terme, dans le cadre de la stratégie « Logement d'abord », l'État a continué à soutenir la requalification des logements sociaux et la rénovation des logements privés. Cette politique sera dynamisée pour les années à venir grâce à l'adoption, le 13 novembre dernier, d'un nouveau Plan départemental d'action pour le logement et l'hébergement des personnes défavorisées.



#### Des efforts redoublés pour l'hébergement



**1097**

places  
d'hébergement  
pérennes,  
400 places  
d'hébergement à  
l'hôtel



**+ 162**

places  
d'hébergement  
supplémentaires  
pour la période  
hivernale 2020-  
2021



**194**

places de pension  
de famille



**184**

logements en  
intermédiation  
locative (+37)  
pour accueillir des  
sans-abris, victimes  
de violences  
conjugales ou  
bénéficiaires  
d'une protection  
internationale



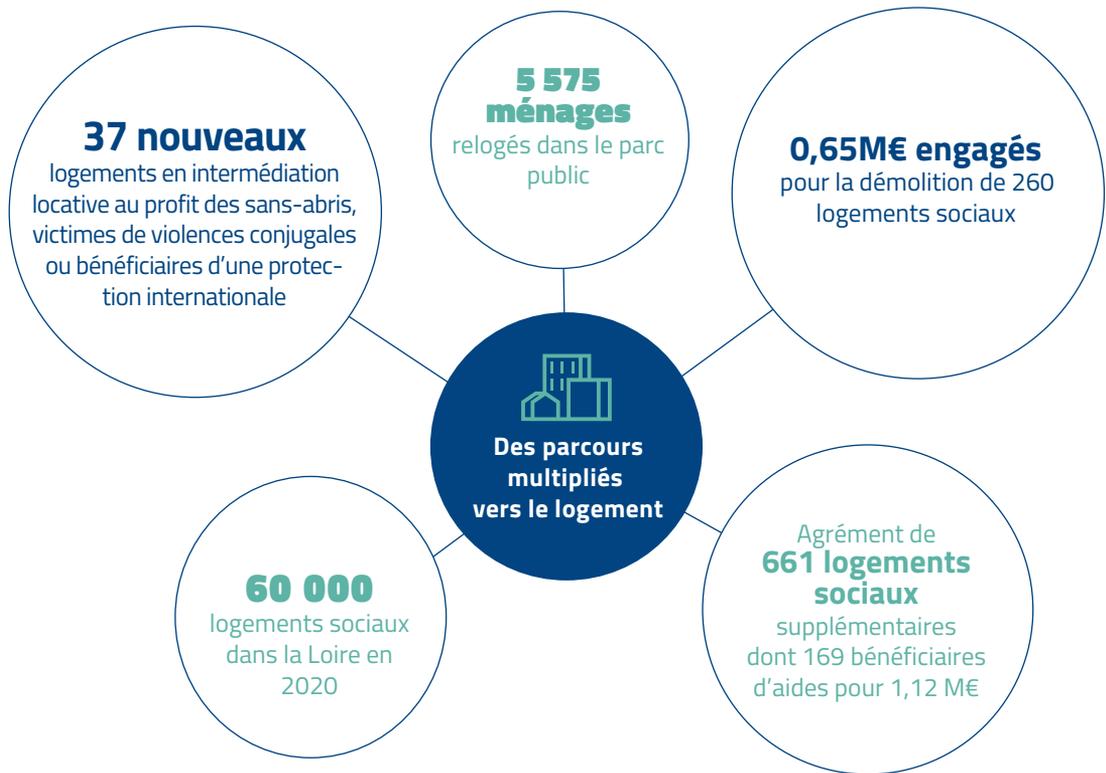
**1 380**

places d'héberge-  
ment d'urgence  
pour demandeurs  
d'asile (+80)



**16 063 963 €**

consacrés à l'hébergement,  
aux parcours vers le logement et à l'insertion des personnes sans domicile (+17 %)



### Une action pour l'amélioration de l'habitat



#### 4 programmes

locaux de l'habitat opposables – signature du programme local de l'habitat de Loire Forez Agglo en 2020



#### 8 opérations

programmées d'amélioration de l'habitat dont 5 nouvelles opérations sur les centres-villes de Saint-Chamond et Rive-de-Gier, le centre ancien de Saint-Etienne, les centres-villes de Firminy et La Ricamarie



#### 280 M€

pour le projet urbain de Saint-Étienne Métropole

## 2.2 Lutter contre la pauvreté

Depuis 2018, l'action sociale de l'État, inscrite notamment dans la Stratégie nationale de prévention et de lutte contre la pauvreté, vise à traiter les facteurs de la pauvreté le plus en amont possible. Afin de limiter l'impact social de la crise, cette stratégie a été amplifiée et complétée par des mesures exceptionnelles qui ont permis d'apporter des soutiens supplémentaires à destination des plus fragiles.

L'Etat et le département d'une part, la métropole d'autre part, ont co-élaboré des plans d'actions pour mutualiser leurs efforts.



**Un partenariat fort avec les collectivités  
pour agir contre la pauvreté partout où elle se manifeste**

**1 088 327 €** de subvention de l'État au titre de la contractualisation avec le **Conseil départemental** d'une Convention d'Appui à la Lutte Contre la Pauvreté et d'Accès à l'Emploi (CALPAE) autour de trois axes :

- Mieux insérer les bénéficiaires du RSA
- Prévenir les sorties de l'aide sociale à l'enfance
- Renforcer l'accueil social

**400 000 €** de soutien de l'État à **Saint-Etienne Métropole** pour financer des actions de lutte contre la pauvreté

**Lutter contre la pauvreté,  
c'est accompagner les familles**

**4 Points Conseils Budget**  
pour prévenir le surendettement

**2 points d'accueil**  
écoute jeunes proposant des  
entretiens et accompagnements  
psychologiques

**Plus de 400 élèves**  
bénéficiaires des petits déjeuners  
gratuits

**C'est aussi accompagner vers l'activité**

**39 postes**  
d'adulte-relais (+ 14)

**Plus de 1 300**  
demandeurs d'emploi accompagnés  
dans un parcours d'insertion

**7 619 919 €**  
alloués aux 50 structures d'insertion  
par l'activité économique

## 2.3 Assurer la cohésion urbaine et sociale dans les quartiers défavorisés

Les 45 000 habitants des dix-neuf quartiers prioritaires ligériens de la politique de la ville étaient particulièrement exposés aux impacts de la crise. L'État a massivement renforcé son action pour assurer leur insertion. Cette action multiforme qui touche tant la sécurité et les valeurs de la République que le cadre de vie ou le développement économique, a pleinement mobilisé tous les services de l'État, et l'ensemble de ses partenaires.

**3 contrats de ville avec Roannais Agglomération, Loire Forez Agglomération et Saint-Etienne Métropole autour de 4 piliers :**

- développement du lien social
- cadre de vie

- emploi, développement économique
- laïcité et valeurs de la République

**3,051 M€**  
(+ 41%) pour soutenir 460 projets  
associatifs dans les quartiers  
prioritaires

**145 200 €**  
pour financer les relais emplois et  
soutenir l'entrepreneuriat dans les  
quartiers (+ 12%)

**65 M€**  
alloués par l'Agence Nationale  
pour la Rénovation Urbaine

**100 %**  
des classes de CP et CE1 en  
Réseaux d'Éducation Prioritaires  
(REP) dédoublées

**Doublement  
de l'enveloppe**  
pour la cité éducative de Tarentaize-  
Beaubrun (200 000 €) pour  
continuer à mieux accompagner les  
jeunes en difficultés scolaires

**572 000 €**  
pour 5 dispositifs de réussite  
éducative (Roanne, Saint-Étienne,  
La Ricamarie, Saint-Chamond, Le  
Chambon-Feugerolles)

### 3. ASSURER LA VIE DÉMOCRATIQUE ET L'ÉGALITÉ DES DROITS

Garant de la démocratie et de l'égalité des droits, l'État a assuré en 2020 ses missions régaliennes dans des conditions exceptionnelles, induites par la crise sanitaire et la réglementation imposant des jauges et le respect des gestes barrières, en veillant à la bonne organisation des élections municipales, en dépit des contraintes sanitaires, en assurant la continuité du contrôle de légalité des actes des collectivités ou encore en luttant contre les discriminations.

#### 3.1 Organiser l'expression démocratique

Entre le 15 mars et le 28 juin 2020, l'ensemble des conseils municipaux des 323 communes que compte la Loire a été renouvelé. Cette année d'élection municipale a exigé de l'État, aux côtés des collectivités, un effort d'organisation particulier. Garant de la sincérité du scrutin, l'État a veillé cette année à assurer par des livraisons de matériel de protection la sécurité sanitaire de toutes les opérations électorales.

##### Les élections municipales 2020



**510 000**  
électeurs

français et environ 1 700 électeurs européens ont voté en France



**5 697**  
candidatures

dans 229 listes et 2 880 candidatures individuelles ont été enregistrées



**5 871**  
procurations

ont été établies par les forces de l'ordre et le tribunal judiciaire



**643 000 €**

d'aides à l'achat de masques, gels et parois plexiglass afin d'assurer la sécurité sanitaire des bureaux de vote

#### 3.2 Garantir l'égalité des droits

Gardien du respect de la loi, l'État assure le contrôle de la légalité des actes pris par les collectivités locales pour garantir l'égalité de tous sur le territoire. Plus largement, car elles constituent des entorses au pacte républicain, l'État lutte contre les discriminations subies par nos concitoyens en protégeant et en accompagnant tous ceux qui sont injustement exclus en raison de l'origine, du sexe ou du handicap.



**35 524**

actes des collectivités et établissements publics ligériens transmis pour être contrôlés dont :

**4525**

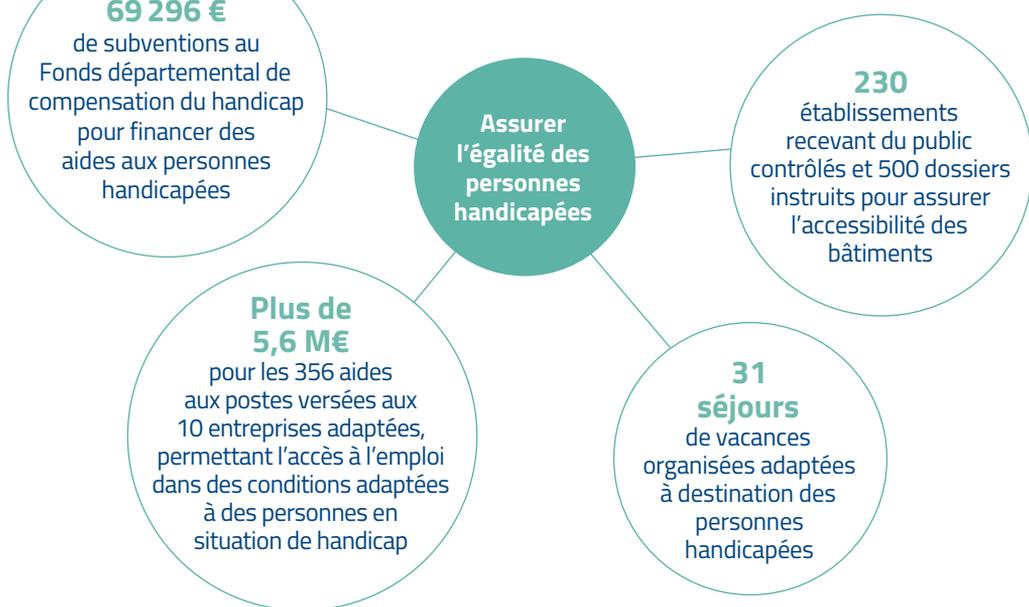
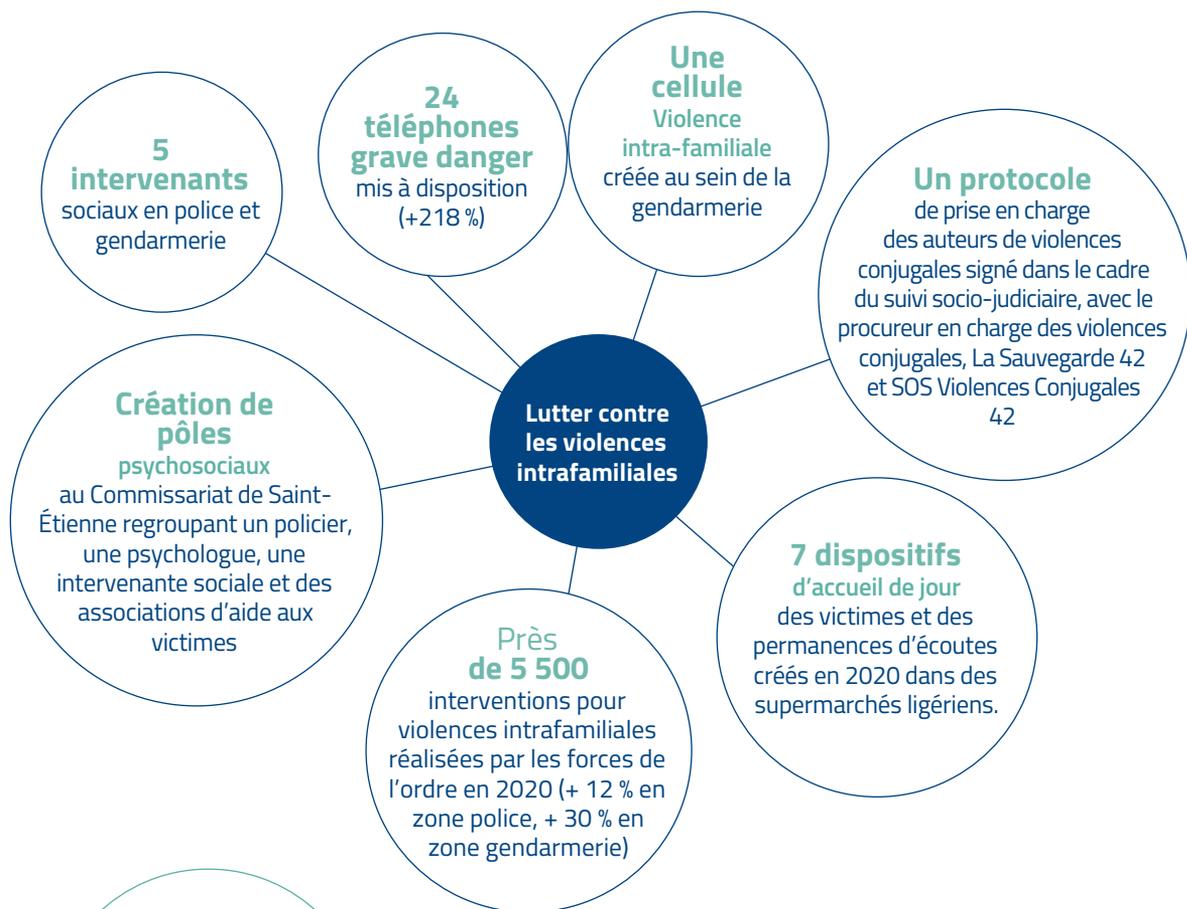
en matière de commande publique

**6041**

en matière de fonction publique territoriale

**7 084**

en matière d'urbanisme



## Le handicap, une priorité aussi éducative

**3400**  
élèves aidés dans leur parcours

**2**  
nouvelles ULIS portant leur nombre à 58

**1**  
nouvelle unité d'enseignement maternelle autisme (UEMA)

**1 593**  
accompagnants d'élèves en situation de handicap

**49**  
Pôles inclusifs d'accompagnement localisés pour coordonner les actions



## II UNIS FACE À LA CRISE SANITAIRE

La crise sanitaire, d'une ampleur exceptionnelle et inédite, a fait de 2020 une année de défis, aussi nouveaux que complexes. Ensemble, avec toutes les forces vives de notre département (collectivités, associations, entreprises...), nous avons fait face.

La crise s'est traduite par un bouleversement de notre organisation sociale et de travail, avec le développement par exemple du télétravail, le recours plus systématique aux technologies numériques et à la dématérialisation.

Durant la crise l'Etat a été présent sur tous les fronts : pour sauver des vies, grâce à une mobilisation exceptionnelle du service public de la santé, en assurant l'approvisionnement en matériel sanitaire ou en organisant le transfert de patients partout où des risques de saturation pouvaient émerger ; pour protéger les personnes et prévenir les risques de propagation du virus Covid 19, par l'adoption de mesures réglementaires adaptées, proportionnées, et avant tout protectrices. L'Etat a aussi fait face, avec tous les acteurs du territoire, au risque de crise économique en accompagnant et en soutenant les entreprises.

# 1. GÉRER LA CRISE SANITAIRE

Évaluer l'épidémie pour prendre les mesures les plus adaptées à la situation sanitaire, approvisionner les établissements en matériels ou mettre en oeuvre les contrôles nécessaires au respect des gestes barrière : la gestion de crise a exigé une mobilisation constante des agents des services de l'État dans l'intérêt de l'ensemble de nos concitoyens.

## 1.1 Suivre l'épidémie au quotidien

Comme l'ensemble de la nation, l'Etat a dû revoir son organisation pour faire face efficacement à la crise. Il s'est ainsi doté, dans le cadre du Centre Opérationnel Départemental, d'une organisation permettant de suivre la crise au quotidien et au plus près du terrain. S'appuyant sur des cellules de suivi spécialisées et

l'action de l'ensemble de ses services, l'État a conservé une vigilance continue sur l'évolution de l'épidémie pour adapter les mesures sanitaires et accompagner leur mise en oeuvre auprès des collectivités, des entreprises, des associations ou de nos concitoyens.



### 84 jours

d'activation du Centre opérationnel départemental pour assurer le suivi de l'épidémie

### 1 service

de réponse aux questions des usagers, entreprises, associations et collectivités 7j/7j

### 1 bilan

d'étape quotidien de l'épidémie

### 1 audioconférence

hebdomadaire avec les élus locaux et les parlementaires

### 5 arrêtés

pris dans le cadre de la lutte contre la propagation de l'épidémie de Covid-19

### 44 écoles

mobilisées avec des enseignants volontaires pour accueillir en semaine, week-end et jours fériés les enfants des personnels soignants

### 277 points

de situation trafic et transports collectifs au titre de la crise Covid-19

### 50 ordinateurs

portables déployés pour les agents dès les débuts de la crise pour maintenir la continuité du service

## Le Service interministériel de défense et de protection civile au cœur de la gestion de crise

Les agents du SIDPC ont été totalement mobilisés en 2020 pour la gestion de la crise sanitaire liée à la Covid-19.

Dès le déclenchement du premier confinement en mars 2020 le COD a été actif 7 jours sur 7, pour suivre quotidiennement la situation.

Renforcé par des agents de la préfecture et d'autres services de l'État, le COD a géré, notamment, les acheminements et le stockage des masques et des tests.

Des cellules ont été mises en place pour répondre aux questions des citoyens, des entreprises et des élus.

Le SIDPC a élaboré pendant toute cette période les arrêtés préfectoraux liés aux confinements et reconfinements.

# Assurer la prévention et la gestion de toutes les crises



## 16 points de situations crues

à la suite des intempéries ayant entraîné des crues sur le Rhône (mars 2020), la Loire-Charolaise, l'Aix et le Lignon du Forez (juin 2020), ou encore le Gier (octobre 2020)



### 3 épisodes

de pollution de l'air



### 17 alertes

météorologiques



### 69 interventions

liées au déminage (+11)

## 1.2 Assurer les approvisionnements en biens sanitaires

Dans un contexte de pénurie de matériel sanitaire, la lutte contre l'épidémie de Covid-19 a exigé de rechercher les stocks en lien avec tous les acteurs du département et d'assurer l'approvisionnement des structures critiques telles que les hôpitaux

et les établissements sociaux et médico-sociaux. Particulièrement porteuse, la relation partenariale entre les services de l'État et les acteurs privés et publics ligériens a permis à la Loire de participer pleinement à l'effort national.

### Des distributions massives aux établissements de santé et aux établissements sociaux et médico-sociaux



17,1 millions

de masques chirurgicaux et FFP 2



1,7 millions

de tabliers



1,4 millions

de gants

345 000

surblouses distribuées aux établissements de santé et aux établissements sociaux et médico-sociaux

1 639 602 €

de participation de l'État aux achats de masques effectués par les collectivités territoriales.

## Chargement d'un hélicoptère en masques produits par Les Tissages de Charlieu

Durant le premier confinement, les agents de l'UiD-DREAL ont accompagné dans leur démarche les industriels et artisans souhaitant fabriquer du gel hydro-alcoolique, des masques ou des équipements pouvant servir à la réalisation de respirateurs.



## 1.3 Contrôler les mesures sanitaires

Présents sur l'ensemble du territoire départemental, les forces de sécurité et les services d'inspection de la Direction départementale de la protection des populations ont assuré durant toute l'année 2020 le respect des mesures de lutte contre l'épidémie. Dans une volonté constante de pédagogie, l'action des agents de l'État a permis de garantir le prix des gels hydro-alcooliques et des masques ainsi que de faire respecter les mesures et protocoles sanitaires.

**86 000 personnes**  
contrôlées par les forces de sécurité

**10 300 personnes**  
verbalisées pour violation des  
mesures sanitaires

**11 384 établissements**  
recevant du public contrôlés

**300 contrôles**  
des prix de vente des gels  
hydroalcooliques et des masques

**45 sanctions**

**124 contrôles**  
du respect de la distanciation  
physique et des gestes barrières  
sur les marchés alimentaires, dans  
les commerces et restaurants\*

## 2. PRÉSERVER LE TISSU ÉCONOMIQUE

En provoquant une chute brutale de la demande mondiale et la mise à l'arrêt de nombreuses productions, la crise sanitaire mondiale a eu des effets économiques immédiats et massifs. Agissant de manière aussi rapide et massive, l'État a apporté des aides financières

directes aux entreprises touchées dans le cadre du plan d'urgence. Grâce à une veille quotidienne, cette action a été relayée par une communication intense auprès des partenaires économiques ligériens afin d'en assurer le bénéfice le plus large.

### 2.1 Soutenir les acteurs économiques

Frappées par l'éclatement des chaînes logistiques, et souvent dans l'incapacité d'accueillir leurs clients et leurs salariés, de nombreuses entreprises ont eu un besoin soudain de liquidités pour financer leurs charges. Répondant à l'appel des entreprises, l'État a mis en œuvre, en complément des traditionnels prêts aux entreprises en difficultés traités dans le cadre du CODEFI\*\* et des dispositifs de lissage de l'impôt, un plan d'urgence à la hauteur des difficultés qui s'est traduit par des apports massifs en trésorerie aux entreprises ligériennes.

**- 9,6 %**  
de chiffre d'affaire  
des entreprises  
ligériennes (4 milliards  
d'euros)

**111,3 millions**  
d'aides dans le cadre du  
Fonds de Solidarité pour  
19 307 entreprises au 31  
décembre 2020

**8 700 entreprises**  
bénéficiaires des prêts  
garantis par l'État (PGE)  
pour 1,2 Md€ (montant  
moyen de 147 400€)

**513 entreprises**  
ont obtenu le  
remboursement  
d'acomptes d'impôt sur  
les sociétés ou de taxes  
sur les salaires pour un  
montant de 7 M€

**2 586 mesures**  
de reports d'échéances  
et de paiements pour un  
montant de 31,7 M€

**12 entreprises**  
suivies par le CODEFI  
(Comité départemental  
d'examen des difficultés  
des entreprises)

**7 297 000 €**  
de prêts participatifs  
accordés par  
l'intermédiaire du CODEFI

**54 analyses financières**  
réalisées par la Direc-  
tion départementale des  
finances publiques de la  
Loire afin d'accompagner  
les collectivités locales  
et établissements publics  
locaux (+17 %)

\* Données DDPP

\*\* Comité départemental d'examen des difficultés des entreprises : il rassemble les services des impôts, la Direction départementale de l'Emploi, du Travail et des Solidarités, la Banque de France, et les Commissaires aux Restructurations et à la Prévention des difficultés des entreprises

## Le soutien aux acteurs économiques du département

Au plus fort de la crise et dès le premier confinement, une lettre d'information a été adressée tous les jours, week-end compris, à l'ensemble des têtes de réseaux et principaux acteurs économiques du département faisant synthèse d'une veille quotidienne de multiples opérateurs publics et parapublics concernant les aides mobilisables et les principales informations relatives à la gestion de la crise sanitaire en entreprise.



### 2.2 Maintenir l'emploi

Au-delà de la perte de pouvoir d'achat, le chômage se traduit souvent par des difficultés pour retrouver un emploi, une déperdition de compétences et la fragilisation du cadre familial et social. Par conséquent, l'État s'engage activement pour limiter les licenciements, veiller à la responsabilité sociale et territoriale des entreprises, et faciliter l'évolution des carrières. En 2020, face à la crise, l'État a complété ces mesures par le dispositif d'activité partielle.



**85 %**

Prise en charge de la rémunération des salariés des entreprises touchées par la crise.



**197 M€**

ont été versées au titre de l'activité partielle aux entreprises au 31 décembre 2020, en particulier dans les secteurs de la restauration, du commerce de détail et de la construction



**2**

plans de sauvegarde de l'emploi homologués par l'UD-DIRECCTE.



**57.5**

créations d'emplois soutenues par la convention revitalisation Banque Populaire Auvergne Rhône Alpes\*

*\*Convention de revitalisation : afin d'atténuer les effets des licenciements qu'elles réalisent sur un bassin d'emploi, les entreprises en restructuration apportent par l'intermédiaire de ces conventions des aides aux entreprises qui recrutent dans le même bassin d'emploi.*

### 3. SOUTENIR LES PERSONNES

Si la crise a mis à l'épreuve les entreprises, les collectivités ou les associations, elle a aussi et surtout affecté les personnes. Celles, d'abord, qui ont contracté la maladie et, parfois, n'ont pas pu la vaincre ; celles, ensuite, qui, faute de revenus ou devant faire face à la perte d'un proche, ont eu besoin d'être accompagnées ; celles, enfin, qui,

sans emploi ou sans famille, ont pu souffrir de la solitude. Dans ces moments difficiles, l'État a été présent, pour soigner, aider et créer du lien. Il aura pu compter, dans cette tâche, sur l'élan de solidarité de ses agents comme des forces vives du territoire.

## Cadre de santé commandant Pascal ROLLE, infirmier en chef depuis 2002 au SDIS de la Loire

Le SDIS s'est pleinement investi dans la gestion de la crise sanitaire, aux côtés de nos partenaires : préfecture, ARS, CHU... Les personnels, professionnels et volontaires, du service de santé et de secours médical du SDIS ont été mobilisés : médecins, infirmiers, pharmaciens, psychologues... avec la mission d'assurer la protection des agents mais aussi d'expliquer le virus, les chaînes de contamination et les consignes sanitaires à adopter.

### 3.1 Dépister et soigner

Au cœur de la crise sanitaire et de la lutte contre l'épidémie, l'ensemble du service public de la santé et des forces de secours s'est mobilisé pour augmenter rapidement les capacités hospitalières ligériennes. Par un dévouement quotidien, les agents ont pris en charge, transporté, soigné ou, dans les cas les plus graves, accompagné la fin de vie des personnes frappées par la maladie.



**Jusqu'à 28**

sites de dépistage au plus fort de la crise pour réaliser 1800 tests journaliers



**Mise en place**

du « contact-tracing » 7j/7j grâce à une équipe composée d'agents volontaires issus des différentes directions départementales



**1 ligne**

supplémentaire de régulation libérale pour mieux répartir la prise en charge des malades



Jusqu'à  
**3510**

personnes hospitalisées et 767 personnes en réanimation au plus fort de la crise, en avril 2020



**185**

lits de réanimation (+ 105) activés en avril 2020

### 3.2 Aider les personnes

Face aux effets de la crise sur les revenus des ménages, l'État a activé des dispositifs exceptionnels pour aider les personnes les plus vulnérables chacune selon ses besoins : étudiants, familles ayant perdu un proche, ou personnes ayant perdu leur emploi.



**1 864 bénéficiaires**

d'aides alimentaires pour un montant de 747 000 € (+ 100%)



**530 080 €**

d'aides alimentaires (90 120 € en 2019)



**191**

cartes de veuves de combattants (+13 % par rapport à 2019)

## Madame Sophie Bacconin, agente au sein de l'Office national des Anciens Combattants

« Ayant pris mes fonctions en septembre 2020, j'ai subi de plein fouet la seconde vague épidémique qui a fait des ravages dans les rangs des combattants les plus âgés. Chaque jour, j'ai été en relation avec les entreprises de pompes funèbres pour recenser les décès et avec les familles pour leur expliquer comment nous pouvions les aider dans ce moment difficile. »

## Une action particulière en faveur des étudiants



**200 €**  
en juin

pour les étudiants ayant perdu un emploi ou un stage gratifié du fait de la crise



**150 €**  
en octobre

pour les étudiants boursiers et bénéficiaires d'APL



**8287**  
étudiants

bénéficiaires d'aides financières pour un montant de 3,1 M€ (+100%)



**700**  
étudiants

bénéficiaires d'aides à l'équipement numérique ou à l'achat d'un vélo pour 185 000 €



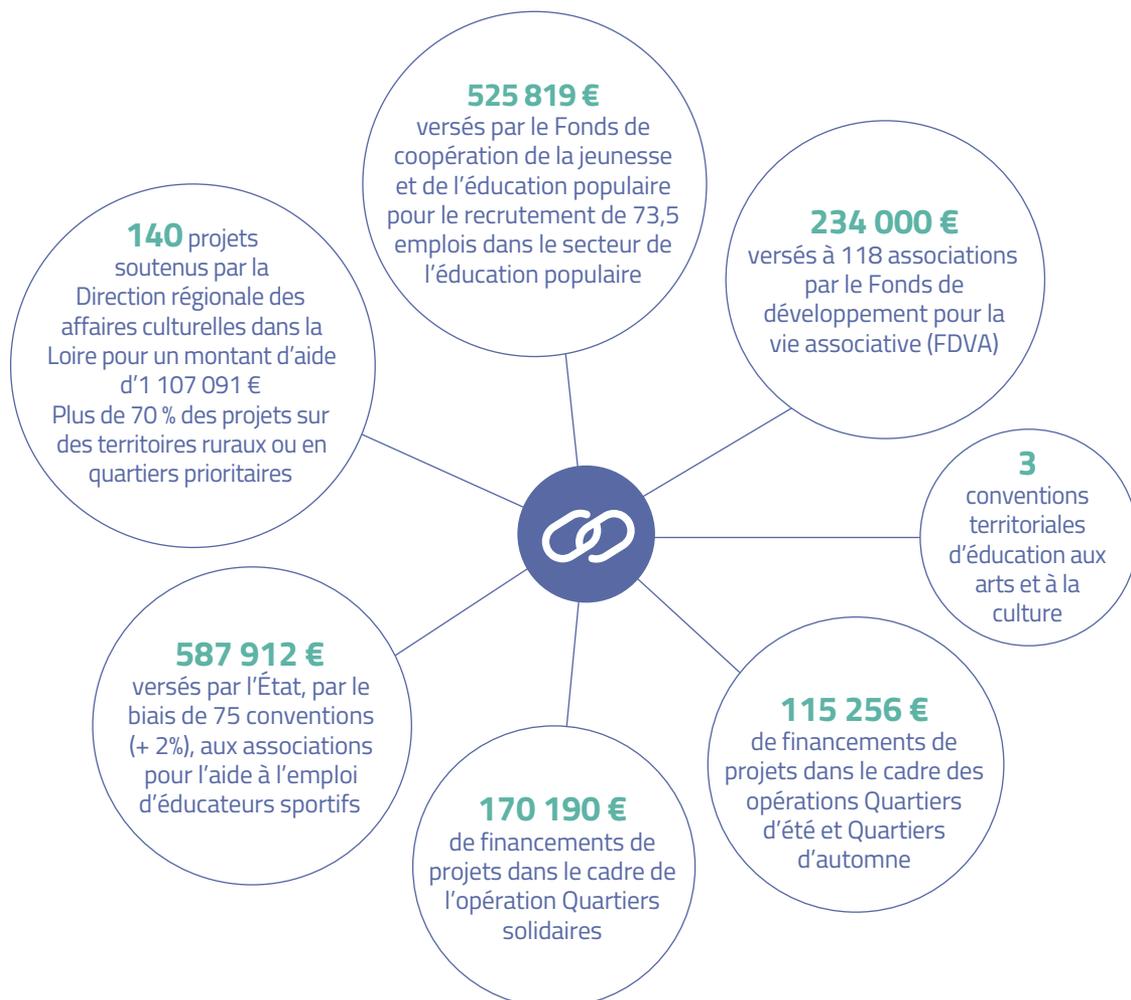
**231 800 €**  
d'aides

financières attribuées par l'Office National des Anciens Combattants et Victimes de Guerre (+4,8%) au titre de la solidarité de la Nation

### 3.3 Maintenir le lien social

Alors que le confinement conduisait en mars 2020 à une quasi mise à l'arrêt des activités et interactions sociales, les services de l'État se sont engagés pour soutenir et recréer le lien social, notamment en apportant des soutiens exceptionnels au réseau

associatif qui a particulièrement été éprouvé par la crise. À partir de l'été, ces financements ont notamment permis d'alimenter une intense activité culturelle, sportive et artistique qui a directement bénéficié à de nombreux Ligériens





## Aventure Folk avec les Entêtés

*Convention territoriale Communauté de communes du Pays entre Loire et Rhône, Vals d'Aix et Isable, Pays d'Urfé*

Avec ce projet autour des musiques folks, les airs de polka et les pas de bourrée ont résonné sur le territoire, auprès d'habitants aux âges et aux profils divers... L'équipe des Entêtés est allée à la rencontre des écoliers entre six et dix ans à Machézal et à St-Priest-la-Roche. Ils se sont également rendus au sein de la MECS La Passerelle (maison d'enfant à caractère social). Au fil d'ateliers réguliers et accompagnés par Vincent Gaffet, ils ont tous écrit une ou plusieurs chansons à danser avec leurs propres mots et leurs histoires à raconter.

Au cours de l'aventure, un concert donné par les Tralala Lovers, formation des Entêtés, à l'EHPAD de Neulise, a été d'autant plus apprécié qu'il s'agissait de la première ouverture de l'établissement sur l'extérieur depuis le confinement.

## #RépondrePrésent

Ce sont plus de 108 000 interventions et contacts de la Gendarmerie dans le cadre de l'opération #RépondrePrésent (par exemple, pour apporter les devoirs scolaires dans les zones les plus reculées). Véritable offre de solidarité pour répondre aux préoccupations des territoires, cette mission a complété la mission fondamentale de protection des populations.

## Sport dans la Ville, une initiative locale accompagnée par l'État

Bénéficiaire de 10 500 euros au titre des dispositifs exceptionnels « Quartiers d'été » et « Quartiers d'automne », l'association *Sport dans la Ville* a pu financer à La Ricamarie, à Firminy, ainsi que dans plusieurs quartiers prioritaires de Saint-Etienne (Montreynaud, Cotonne, Tarentaise-Beaubrun) :

- La reprise des séances sportives encadrées de football, basketball, tennis et danse hip-hop.
- L'accompagnement à l'orientation scolaire, la formation et l'insertion professionnelle des jeunes dans le cadre de l'opération « Job dans la ville »





## III PRÉPARER L'AVENIR

Inscrire les nouvelles générations dans notre tissu social, économique et démocratique, rendre les territoires plus équilibrés et plus écologiques, améliorer le service rendu par les services publics, sont autant de chantiers structurants que poursuit au quotidien l'État dans la Loire pour préparer l'avenir.

Face aux impacts de la crise, le plan France Relance s'est engagé dès la fin de l'année 2020 avec des aides massives à l'investissement dans la compétitivité, la transition écologique et la cohésion. Ces financements favoriseront non seulement le rebond rapide de notre économie, mais permettront aussi de la rendre plus compétitive, plus verte, et plus solidaire.



# 1. FAIRE GRANDIR LES NOUVELLES GÉNÉRATIONS

## 1.1 Transmettre une culture commune

C'est la première mission de l'école républicaine que d'assurer, avec les savoirs fondamentaux, la transmission d'une culture commune. A l'école primaire ou au collège, l'État a multiplié les dispositifs pour agir dès le plus jeune âge contre les déterminismes qui minent l'égalité des chances. En 2020, face à la crise, ces efforts ont pu continuer à porter leurs fruits grâce à la mobilisation des services de l'Education Nationale qui ont su assurer la continuité pédagogique par-delà toutes les difficultés d'accès au numérique.

En 2020, malgré les difficultés du secteur culturel, ces enseignements ont été relayés par une mobilisation intense des services culturels : contrats territoire-lecture, subventions de projets artistiques, protection du patrimoine, toutes ces actions permettent de préserver, renouveler et faire vivre un socle culturel commun avec les Ligériens, au premier rang desquels les plus jeunes.



**470**  
**écoles publiques**  
59 479 élèves



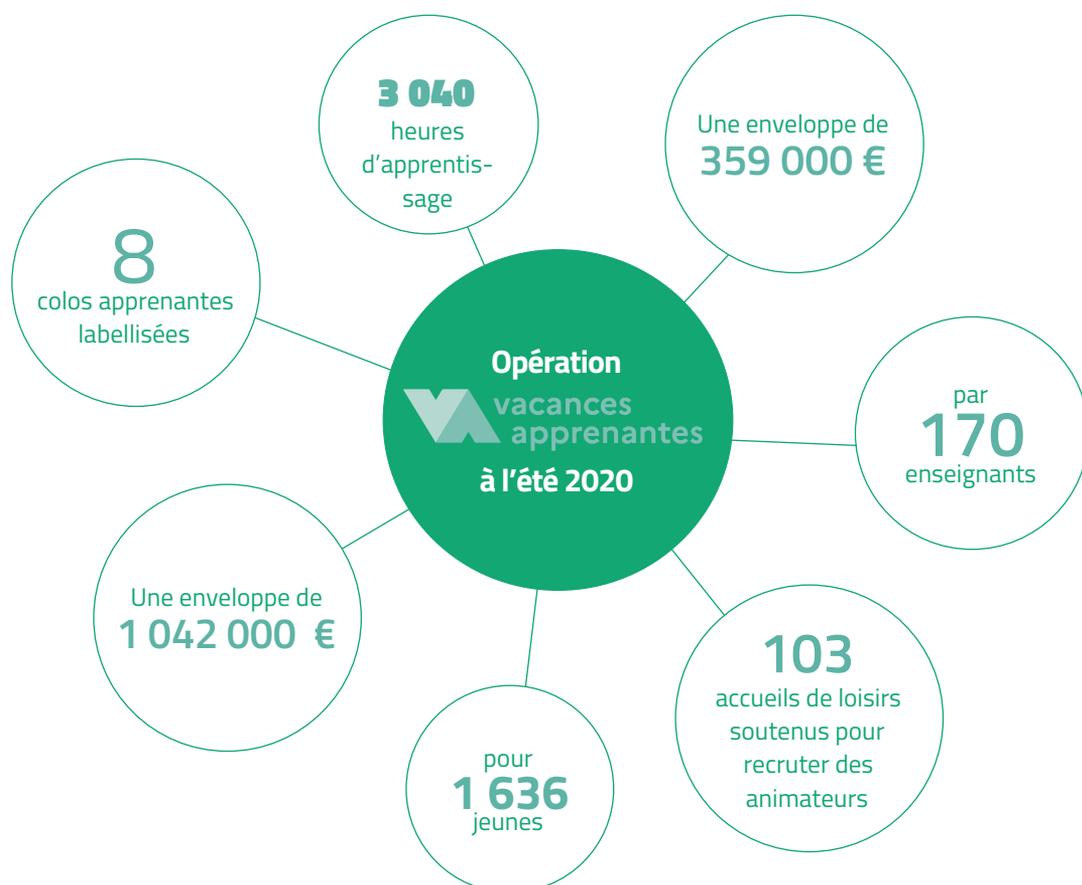
**76**  
collèges  
38 920 collégiens



**24%**  
des collégiens du  
département bénéficiaires du plan  
« Devoirs faits »



**300 000€**  
Signature du Contrat Territoire  
Lecture entre l'État et Loire Forez  
Agglo afin de favoriser le développement du livre et sa pratique au plus près des habitants.



## Le patrimoine, élément essentiel de transmission



**1,23 M€ d'euros**  
pour le soutien aux politiques patrimoniales dont 0,68 M€ d'euros pour la restauration du patrimoine monumental



**20 opérations**  
de restauration :  
744 000 euros d'aides



**Près de 242 000 euros**  
au profit de divers édifices de l'ancienne Chartreuse de Sainte-Croix-en-Jarez



**3 prescriptions**  
de fouilles archéologiques préventives

## 1.2 Former pour la vie professionnelle

Dans les universités, les écoles spécialisées, les centres de formation d'apprentis, l'État veille à donner aux jeunes les compétences qui leur permettront de réussir leur insertion sur le marché du travail et d'avoir une vie professionnelle épanouie. Grâce à ces aides à l'embauche, aux contrats aidés ou aux parcours d'accompagnement, le plan 1 jeune / 1 solution a massivement soutenu le recrutement et la formation des jeunes ligériens.

**22 006 lycéens**  
dans 32 lycées généraux et technologiques

**8 137 lycéens**  
dans 34 lycées professionnels

**3 173 étudiants**  
post bac (BTS, CPGE)

**950 élèves**  
dans 16 SEGPA

## Lancé en juillet 2020, le plan 1 jeune, 1 solution avait permis dès le 31 décembre 2020

**2 334**  
aides à l'embauche

**163**  
emplois francs pour les publics des quartiers prioritaires (jusqu'à 17 000 € sur trois ans pour un CDI)

**96**  
contrats aidés dans le secteur marchand ou non-marchand

**1 947**  
aides exceptionnelles aux contrats d'apprentissage

**952**  
accompagnements socio-professionnel en garantie jeune

## En bref, le plan 1 jeune, 1 solution

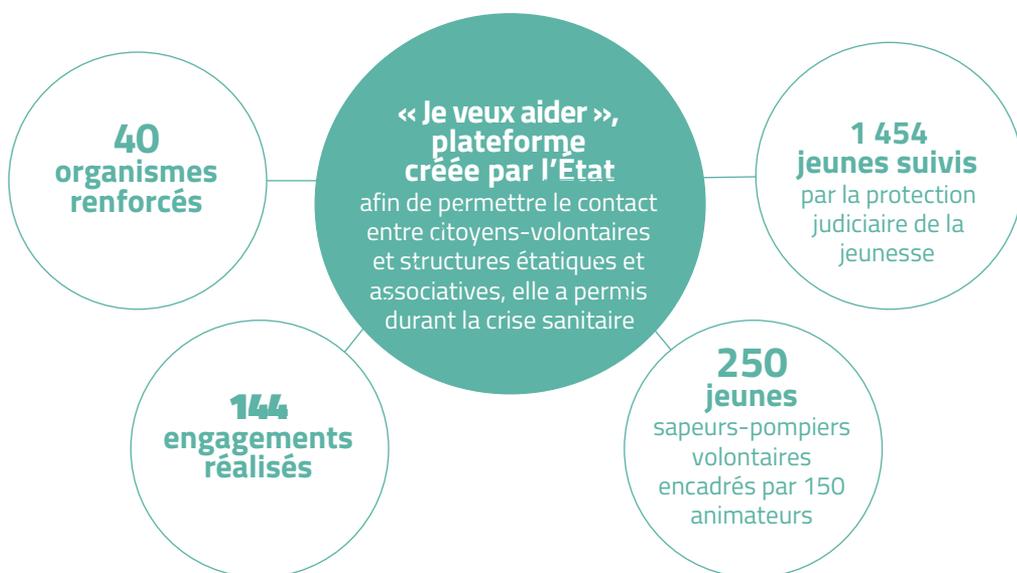
- une compensation de charge de **4 000 euros** pour tout jeune recruté prolongée jusqu'à fin mars 2021
- une aide exceptionnelle de **5 000 à 8 000 €** aux contrats d'apprentissage
- **100 000** nouvelles formations qualifiantes ou pré-qualifiantes qui seront proposées aux jeunes sans qualification ou en échec dans l'enseignement supérieur.
- **16 000** formations dans le secteur du soin pour doubler les capacités de formation des aides-soignants, des infirmières et des auxiliaires de vie dans les **5** prochaines années.
- **120 000** contrats aidés dans le secteur marchand ou non-marchand
- le doublement des places en Garantie jeunes pour atteindre **200 000** possibilités d'accompagnement.
- **80 000** Parcours Contractualisé d'Accompagnement vers l'Emploi et l'Autonomie (PACEA) supplémentaires.
- **doublement** de l'Accompagnement Intensif Jeunes (AIJ) mis en place au sein de Pôle emploi.
- **3 000 places** supplémentaires dans le dispositif SESAME : accompagnement sur mesure vers les métiers du sport et de l'animation.

### 1.3 Promouvoir l'engagement civique

Faire grandir les nouvelles générations, c'est aussi les insérer dans l'espace civique et démocratique. Si le service national universel, lancé en 2019, a été limité par la crise sanitaire, le nombre de services civiques a continué d'aller croissant. Plus largement, comme ont pu le montrer l'engagement des élèves des établissements d'enseignements ou des jeunes pris en charge par la DTPJJ, c'est l'ensemble des services publics qui, avec les jeunes, réussissent à leur faire prendre goût au service d'autrui.

Le fonds de coopération de la jeunesse et de l'éducation populaire à des associations loi 1901 a permis une aide pour l'emploi de 73 salariés qualifiés nécessaires au développement de projets dans des associations.

#### Services civiques



### Les jeunes pris en charge par la protection judiciaire de la jeunesse solidaires

Durant le confinement, les jeunes pris en charge par la PJJ sur l'unité d'accueil de jour (UEAJ) ont pu confectionner des pâtisseries qu'ils portaient aux services hospitaliers de Saint-Étienne, de Firminy, de Saint-Chamond, ainsi qu'aux pompiers.

Angélique PEYRARD, au sein l'Unité éducative d'hébergement diversifié de Roanne de la PJJ depuis 2015 :

*"La plus belle chose pour moi depuis que je travaille à l'UE-HD-R sont les « jolis au revoir », car un jeune qui peut dire au revoir sereinement à l'équipe est un jeune qui a pris ce qu'il avait à prendre dans l'accompagnement proposé et qui a toutes les clés nécessaires pour la suite de sa vie. "*

## 2. TRANSFORMER LES TERRITOIRES

Avec le programme France-Relance l'Etat accompagne la Loire dans sa transformation vers un modèle plus écologique et plus compétitif, en finançant les projets des collectivités qui favorisent la transformation durable des territoires (rénovation énergétique, plan alimentaire territorial...) et ceux des entreprises qui les rendent plus compétitives (numérisation...) et plus respectueuses de l'environnement (décarbonation...).

### 2.1 Assurer la cohésion et la cohérence des territoires

Alors que la Loire se caractérise par une grande diversité, l'État agit au plus près des territoires, en partenariat avec les collectivités locales, dans un objectif de cohésion territoriale. Grâce aux programmes Petites villes de demain ou Action Cœur de Ville et aux dotations de soutien à l'investissement, l'État accompagne les collectivités dans leurs projets, finance la revitalisation des centres-villes et des centres-bourgs, et la requalification des friches industrielles. Dès 2020, le plan France Relance a permis d'amplifier largement cette action en revalorisant massivement les financements versés aux collectivités.

### Revitaliser les centres-villes et les centres-bourgs

17 communes lauréates du programme *Petites villes de demain* pour porter avec le soutien de l'État des projets ambitieux sur le logement, le commerce et les équipements en centre-bourg.

**2 communes** bénéficiaires du programme « Action cœur de ville » : Montbrison et Roanne

**14,5 M€**

d'aides à

l'investissement des collectivités pour financer de nouveaux équipements publics

**Dont 3,4 M€**

de

dotation exceptionnelle de soutien à l'investissement local



### La cuisine centrale de Pélussin soutenue par France Relance

Deuxième projet bénéficiaire de la dotation exceptionnelle de soutien à l'investissement local en montant, la construction de la cuisine centrale de Pélussin permettra de distribuer plus de 700 repas par jour aux écoles et aux centres

de loisirs du Pilat rhodanien tout en respectant l'environnement (ossature bois, isolation extérieure, panneaux photovoltaïques avec autoconsommation, raccordement à la chaufferie bois, toiture terrasse).



## 2.2 Accompagner la transition écologique des territoires

La transformation des territoires ligériens passe par la transition écologique. Economiser le foncier, favoriser les économies d'énergie et les énergies renouvelables, développer les circuits courts et les mobilités décarbonées sont autant d'impératifs que doivent respecter les projets des particuliers, des collectivités ou des entreprises accompagnés et subventionnés par l'État avec le concours de France Relance pour s'inscrire dans le cadre de la stratégie régionale eau-air-sol.

### Protéger les milieux naturels



**Objectif**  
« Zéro  
artificialisation  
nette »  
1 ha artificialisé =  
1 ha rendu à la  
nature.



**Révision**  
à mi-parcours de  
la Charte du Parc  
Naturel régional  
du Pilat



**6 cartographies**  
d'habitats  
d'espèces  
d'intérêt  
communautaire  
bénéficiant d'une  
protection au  
titre de Natura  
2000



**88 K€**  
pour des contrats  
de restauration  
de milieux  
naturels avec des  
acteurs privés ou  
des collectivités  
territoriales



**157 évaluations**  
des incidences  
de projets sur les  
espèces d'intérêt  
communautaire



**7 séances**  
de la Commission  
départementale  
de la  
préservation des  
espaces naturels,  
agricoles et  
forestiers

### Accompagner les collectivités

#### 3 territoires

à énergie positive  
pour la croissance verte (TEPCV) :  
CC Forez Est, Loire Forez Agglomération,  
Roannais agglomération)

#### 1 nouveau TEPCV,

Roannais Agglomération s'est fixé  
l'objectif ambitieux de subvenir à la  
moitié de ses besoins énergétiques  
grâce aux énergies renouvelables pro-  
duites sur le territoire à l'horizon 2050

#### 5 plans

climat-air énergie territoriaux (CC  
Forez Est, CC Charlieu Belmont  
Communauté, Saint-Etienne métro-  
pole-CC Pilat Rhodanien-CC Monts  
du Pilat, Loire Forez Agglomération et  
Roannais agglomération)

#### 1 contrat

de transition écologique  
avec la Communauté de communes  
Forez Est

#### Lancement

de la révision du Plan de Protection de  
l'Atmosphère de Saint-Étienne

#### 8 avis

rendus par la Direction départemen-  
tale des territoires sur des documents  
d'urbanisme, six plans locaux d'urba-  
nisme communaux et un plan local  
d'urbanisme intercommunal.

### Agir au plus près des Ligériens

Au 31 décembre 2020, les particuliers Ligériens ont bénéficié de :

**2962**

primes à la conversion

**571**

bonus écologiques aux véhicules

**1547**

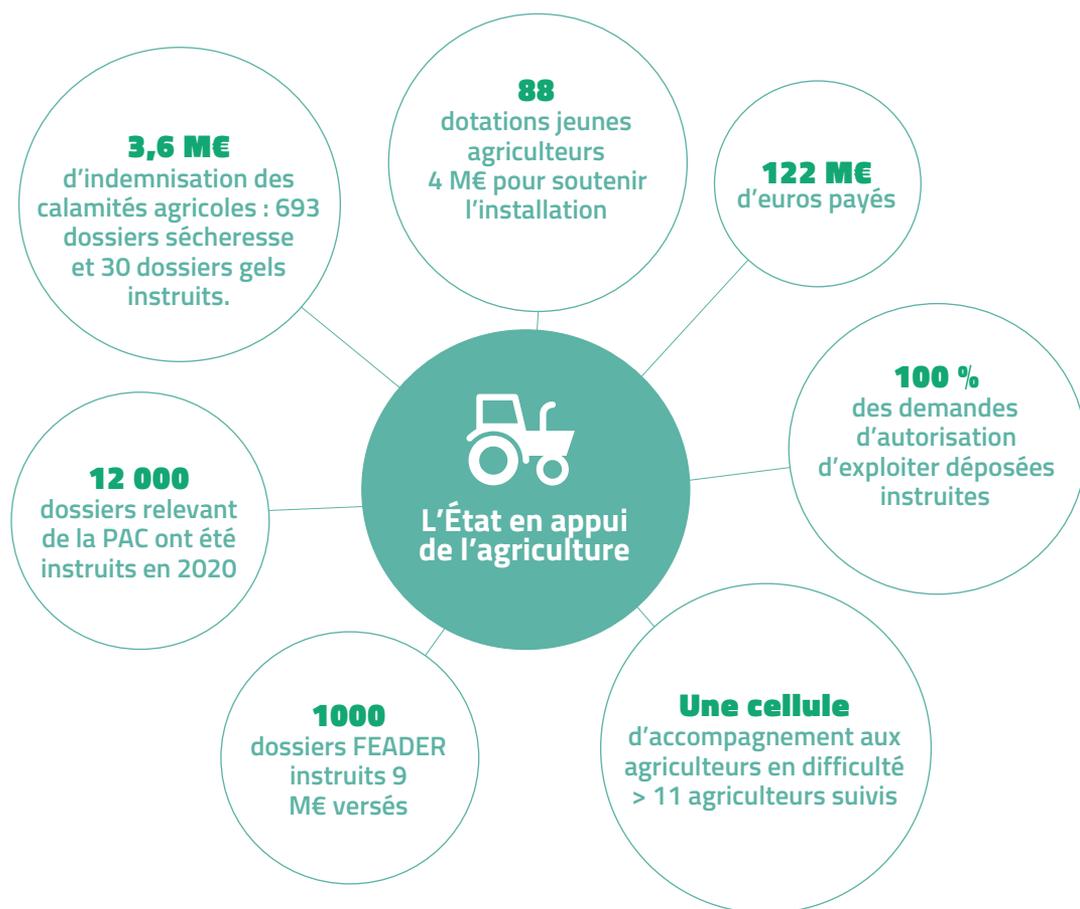
MaPrimeRénov

**6,5 M€**

d'aides de l'État

**19,1 M€**

de travaux pour réduire l'empreinte  
carbone de leur logement



## 2.3 Relancer notre industrie

Préparer l'après-crise, c'est aussi pouvoir compter sur une industrie solide, garantie de notre souveraineté économique. Forte d'une industrie qui représente près de 25 % de l'emploi local, la Loire doit jouer un rôle majeur dans la réindustrialisation de la France. Dans cet objectif, l'État a commencé à subventionner dans le cadre de France Relance, dès la fin 2020, les projets des industries ligériennes qui permettront d'accompagner la reprise et d'assurer, dans l'avenir, notre résilience économique. Si tous les effets du plan de relance se déploieront en 2021, les entreprises ont dès 2020 démontré leur volonté et leur mobilisation et l'État sa capacité à les soutenir.



### 11 lauréats au 31 décembre 2020

#### 3 lauréats

aux Fonds de modernisation automobile et aéronautique

#### 7 lauréats

aux soutiens à l'investissement industriel dans les territoires

#### 1 lauréat

au soutien financier à la vente des matières plastiques recyclées



**37 M€**  
d'investissements



**159 à 270**  
emplois créés



**17 M€**  
de commande publique  
grâce à la rénovation des  
bâtiments publics



**7,4 M€**  
de subventions France  
Relance

### 3. MODERNISER LES SERVICES PUBLICS

Chaque jour, des milliers de Ligériens sont en relation avec les services publics de l'État pour réaliser leurs démarches quotidiennes, pour demander une aide, déclarer leurs revenus, ou encore obtenir un titre. Pour ces démarches, l'État veille à offrir le service le plus accessible et le plus performant aux usagers. Afin de toujours rapprocher le service des usagers,

l'État multiplie, en partenariat avec les collectivités, les services publics de proximité garantissant un accueil physique des habitants. Ces accueils de proximité permettent aussi le déploiement de l'accueil numérique partout sur territoire pour lutter contre la fracture numérique et l'illectronisme.

#### 3.1 Rapprocher les services publics des habitants

Pour assurer un service accessible, physique, et humain, l'État a poursuivi en 2020, le déploiement du réseau des Espaces France Services qui, avec le concours des collectivités, garantit un accueil de qualité et de proximité par des agents formés aux démarches administratives. D'ici 2022, la Loire comprendra ainsi un Espace France Services par canton. Plus largement, l'État continue à nouer des partenariats avec les acteurs de proximité pour renforcer l'accessibilité des services publics ; c'est par exemple le cas des points de paiement de proximité créés en partenariat avec les buralistes pour faciliter les paiements au Trésor public.

#### Déploiement France Services - département de la Loire

Mars 2021



**13 France Services**

labellisés au 1<sup>er</sup> janvier 2021



**134 points de vente**

pour payer plus facilement impôts ou cotisations



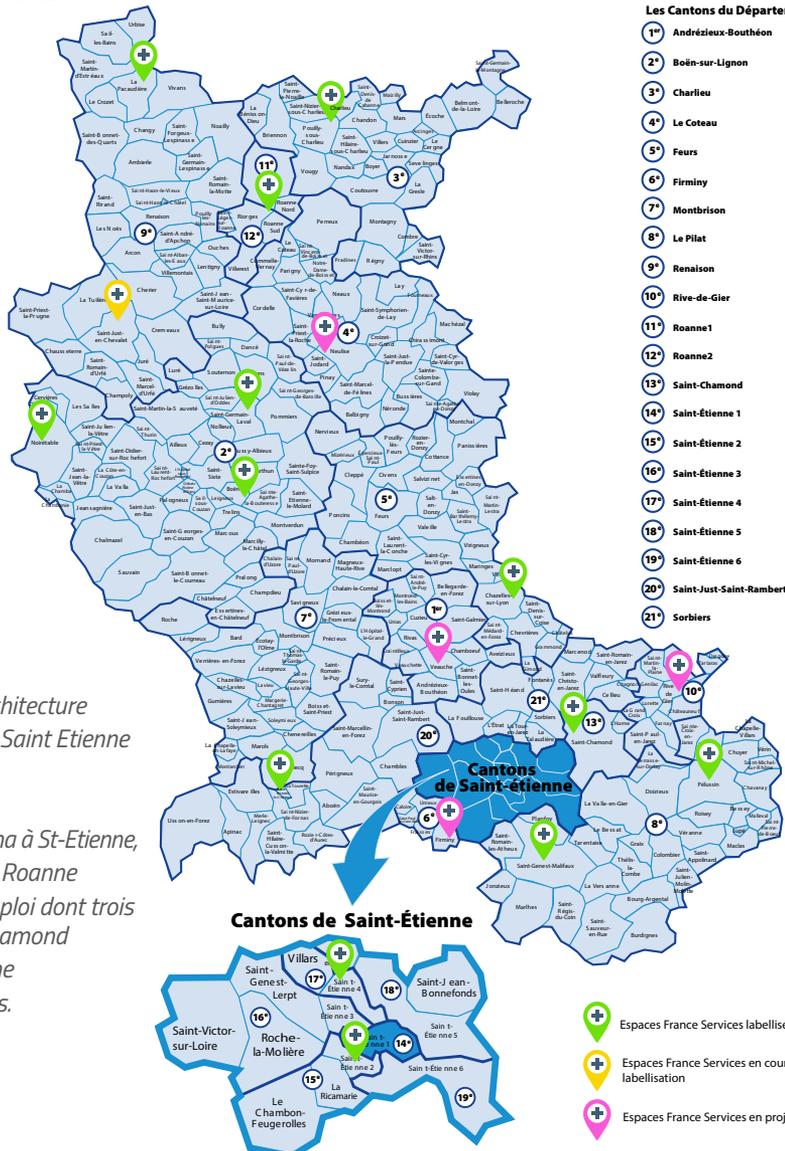
**41 bâtiments publics**

renovés pour mieux accueillir les habitants :

- L'Université Jean Monnet
- L'École nationale supérieure d'architecture
- L'École Nationale d'Ingénieurs de Saint Etienne
- Le campus Tréfilerie
- Restaurants universitaires
- Bureau de police du 15, rue de l'Alma à St-Etienne,
- Centre des finances publiques de Roanne
- Quatre implantations de Pôle Emploi dont trois à Saint-Etienne et une à Saint-Chamond
- Tribunal judiciaire de Saint-Étienne
- Préfecture et les Sous-préfectures.

Les Cantons du Département :

- 1<sup>er</sup> Andrézieux-Bouthéon
- 2<sup>e</sup> Boin-sur-Lignon
- 3<sup>e</sup> Charlieu
- 4<sup>e</sup> Le Coteau
- 5<sup>e</sup> Feurs
- 6<sup>e</sup> Firminy
- 7<sup>e</sup> Montbrison
- 8<sup>e</sup> Le Pilat
- 9<sup>e</sup> Renaison
- 10<sup>e</sup> Rive-de-Gier
- 11<sup>e</sup> Roanne1
- 12<sup>e</sup> Roanne2
- 13<sup>e</sup> Saint-Chamond
- 14<sup>e</sup> Saint-Etienne 1
- 15<sup>e</sup> Saint-Etienne 2
- 16<sup>e</sup> Saint-Etienne 3
- 17<sup>e</sup> Saint-Etienne 4
- 18<sup>e</sup> Saint-Étienne 5
- 19<sup>e</sup> Saint-Etienne 6
- 20<sup>e</sup> Saint-Just-Saint-Rambert
- 21<sup>e</sup> Sorbiers



- Espaces France Services labellisés
- Espaces France Services en cours de labellisation
- Espaces France Services en projet

### 3.2 Le numérique au service du public

Permettant d'assurer un service individualisé et accessible de son domicile, le numérique est un formidable levier de modernisation des services publics. Cette année encore, l'État a poursuivi la numérisation des démarches pour faciliter la vie des usagers. En parallèle, afin que la numérisation ne soit pas synonyme d'exclusion, l'État renforce l'accueil des personnes qui ont besoin d'assistance dans la réalisation de leurs démarches.



**41 conseillers**  
numériques



**3 sites**  
« points numériques »  
pour accompagner les  
usagers



**9 192 usagers**  
ont été accueillis



**5 521**  
téléprocédures



**18 921**

mails traités pour les déclarations de l'impôt sur le  
revenu (+ 84,60 % par rapport à 2019)



**Création**  
de Signal Conso

pour signaler les violations des droits des consommateurs

### Dématérialisation des titres de séjour



**Dépôt des dossiers**  
sur le site de la  
préfecture



**35 jours**  
de délai moyen entre le dépôt d'un  
dossier et le retrait de la carte  
contre 436 jours en 2019



Création d'une adresse dédiée sur le  
site de la préfecture et mise à dispo-  
sition d'une foire aux questions

### La Loire, territoire numérique

Dans le cadre de l'accord « New Deal mobile »,  
**11 sites** supplémentaires ont été identifiés afin de doubler la  
capacité de couverture mobile.

Fin 2020, **70 %** des locaux à desservir dans le cadre des  
conventions avec Orange pour SEM et Roannais Agglomération  
sont d'ores et déjà éligibles à la Fibre  
(+ 36 communes depuis 2017).

Hors zones de SEM et Roannais Agglomération, la Loire est  
l'un des premiers territoires français à bénéficier d'un taux  
de couverture en fibre FFTH de **100 %** grâce à l'action de SIEL  
(Syndicat intercommunal des énergies de la Loire)



---

## ANNUAIRE

■ **Préfecture de la Loire**  
2, rue Charles de Gaulle  
CS 12241  
42022 Saint-Etienne Cedex 1  
04 77 48 48 48

■ **Sous-préfecture de Roanne**  
Rue Joseph Déchelette  
42328 Roanne Cedex  
04 77 23 64 64

■ **Sous-préfecture de Montbrison**  
Square Honoré d'Urfé  
BP 199  
42605 Montbrison Cedex  
04 77 96 37 37

---

## ÉDUCATION

■ **Direction des services départementaux de l'éducation nationale**  
11, rue des Docteurs Charcot  
42023 Saint-Etienne Cedex  
04 77 81 41 00

---

## SÉCURITÉ PUBLIQUE ET PROTECTION DES CONSOMMATEURS

■ **Direction départementale de la Protection Judiciaire de la Jeunesse**  
3, rue Max Dormoy CS 10206  
42005 Saint-Etienne  
04 77 49 22 60

■ **Groupeement de gendarmerie départementale**  
16, rue Claude Odde  
42022 Saint-Etienne Cedex 1  
04 77 92 81 00

■ **Direction départementale de la sécurité publique**  
99 bis, cours Fauriel  
42100 Saint-Etienne  
04 77 43 28 28

■ **Direction départementale de la protection des populations**  
10, rue Claudius Buard  
CS 40272  
42014 Saint-Etienne Cedex 2  
04 77 43 44 44

---

## AMÉNAGEMENT DU TERRITOIRE

■ **Direction départementale des territoires**  
2, avenue Gruner CS 90509  
42007 Saint-Etienne Cedex 1  
04 77 43 80 00

■ **Unité départementale Direction régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement**  
2, avenue Gruner Allée C  
CS 90509  
42007 Saint-Etienne Cedex 1  
04 77 43 53 53

---

## SOCIAL ET EMPLOI

■ **Direction départementale de l'emploi, du travail et des solidarités**  
10, rue Claudius Buard  
CS 50381  
42050 Saint-Etienne Cedex 2  
04 77 49 63 63

---

## SANTÉ

■ **Délégation départementale Agence régionale de santé**  
4, rue des trois meules - BP 219  
42013 Saint-Etienne Cedex 2  
04 72 34 74 00

---

## DEFENSE

■ **Délégation militaire départementale**  
Maison de l'armée  
31, rue Voltaire  
BP 40299  
42014 Saint-Etienne Cedex 2  
04 77 43 59 99

■ **Service départemental de l'office national des anciens combattants et victimes de guerre**  
Maison de l'Armée  
31, rue Voltaire  
42014 Saint-Etienne  
04 77 91 14 18

---

## CULTURE

■ **Service départemental de l'architecture et du patrimoine**  
Direction régionale des affaires culturelles  
10 rue Claudius Buard CS 10225  
42103 Saint-Etienne Cedex 2  
04 77 49 35 50

---

## FINANCES PUBLIQUES

■ **Direction départementale des finances publiques**  
11 rue Mi-Carême  
BP 20502  
42007 Saint-Etienne Cedex 1  
04 77 47 87 47

## TROMBINOSCOPE 2021



**Catherine SEGUIN**

*Préfète de la Loire*



**Sébastien DUMONT**

*Directeur du Secrétariat Général  
Commun de la Loire  
Création le 1<sup>er</sup> janvier 2021*



**Thomas MICHAUD**

*Secrétaire général de la préfecture*



**Cyril PAUTRAT**

*Directeur des sécurités*



**Jean-Michel RIAUX**

*Sous-préfet de Montbrison*



**Cendrine MERAMDJOUGOMA**

*Cheffe du service de l'action territoriale*



**Sylvaine ASTIC**

*Sous-préfet de Roanne*



**Christophe BIRAULT**

*Directeur des citoyennetés et de la  
légalité*



**Judicaële RUBY**

*Directrice de cabinet*



**Colonel Alain MAILHE**

*Directeur départemental des services  
d'incendie et de secours*



**Cédric ESSON**

*Directeur départemental de la  
sécurité publique*



**Colonel Erwan HENAULT**

*Commandant du groupement de  
gendarmerie*



**Francis PAREJA**

*Directeur départemental  
des finances publiques*



**Laurent BAZIN**

*Directeur départemental de la  
protection des populations*



**Dominique POGGIOLI**

*Inspecteur d'académie  
Directeur académique des services de  
l'éducation nationale de la Loire*



**Jean-Marie RUSSIAS**

*Chef de l'unité départementale de  
l'architecture et du patrimoine  
– DRAC*



**Pascal SIMONIN**

*Directeur de l'unité départementale  
Direction régionale de  
l'environnement, de l'aménagement  
et du logement*



**Arnaud RIFAUX**

*Délégué départemental de l'agence  
régionale de santé*



**Élise REGNIER**

*Directrice départementale des  
territoires*



**Séverine HENRIOT**

*Directrice départementale de la  
protection judiciaire de la jeunesse*



**Thierry Marcillaud**

*Directeur départemental de l'emploi,  
du travail et des solidarités  
Création le 1<sup>er</sup> avril 2021*



**Julien FARGETTAS**

*Directeur du service départemental  
de l'office national des anciens  
combattants et victimes de guerre*



**Lieutenant-colonel  
Christophe  
VAN DEN BOGAERDE**

*Délégué militaire départemental*





**PRÉFECTURE DE LA LOIRE**

2, rue Charles de Gaulle – CS 12241

42 022 Saint-Étienne Cedex 1

Tél. 04 77 48 48 48

Fax. 04 77 21 65 83

